

Lettre ouverte des organisations syndicales du Parisien-Aujourd'hui en France (SNJ-CGT, SGLCE-CGT, SNJ, SGJ-FO, SNPEP-FO)

La liberté d'expression est attaquée de toutes parts. Depuis plusieurs mois, l'exécutif pose les pierres d'une nouvelle législation qui rogne petit à petit la liberté de la presse. La proposition de loi sur la Sécurité Globale, examinée ces jours-ci par les parlementaires, porte directement atteinte à notre liberté d'informer. Organisations syndicales de journalistes, associations et ONG ont appelé mardi et samedi à manifester pour s'opposer fermement à ce texte et notamment son article 24 sur la diffusion des images des forces de l'ordre policiers et gendarmes en cours d'intervention et le floutage systématique demandé par le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin. Cette proposition de loi pénalise le droit de filmer et de photographier des policiers et des gendarmes, et contrevient gravement à un droit démocratique. « C'est une restriction des droits de la presse et une obstruction caractérisée au bon exercice du droit d'informer » a d'ailleurs condamné la direction de France Télévision.

Au même moment, le nouveau schéma du maintien de l'ordre entré en vigueur depuis fin septembre – enjoignant les journalistes à s'accréditer auprès des autorités préfectorales pour pouvoir couvrir les évènements sur la voie publique – vient encore de livrer un exemple concret de son caractère liberticide. Un journaliste de France 3 qui couvrait la manifestation de mardi à Paris a été interpellé après les sommations de dispersion au motif qu'il n'était pas accrédité. Sa garde à vue a duré 12 heures.

Les protestations et communiqués de ces derniers jours ralliant toute la profession ne suffisent pas. C'est la raison pour laquelle les organisations syndicales du *Parisien-Aujourd'hui en France* demandent à la direction du journal, et à la présidence du groupe Les Echos-Le Parisien, et plus largement celui des éditeurs de presse par la voix de l'Alliance de la Presse de prendre nettement position contre cette remise en cause de notre liberté d'informer, pour faire entendre raison au ministre de l'Intérieur.

Elles appellent par ailleurs tous les journalistes et défenseurs des libertés à participer au rassemblement de ce samedi à Paris, 14 heures, place du Trocadéro.

Le 20 novembre 2020.